



CHÔMAGE, PRÉCARITÉ : NOTRE AVENIR BRADÉ !

Politiciens et patronat martèlent l'idée que les jeunes seraient inemployables, trop chers, pas compétents... Pourtant, les entreprises raffolent des apprentis, stagiaires, CDD, intérimaires et autres précaires qui sont bien souvent des jeunes et des femmes. Avec tous ces dispositifs, elles seraient bien bêtes de leur proposer des emplois stables et bien payés !

Les problèmes s'aggravent

Selon un rapport de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) rendu début janvier, 22,5 % des 18-25 ans sont pauvres (contre 13,5 % de la population). Quand on galère pour ses études ou qu'on a été jeté du système scolaire sans diplôme, quand on ne peut pas payer son loyer et qu'on est obligé de vivre chez ses parents, on accepte n'importe quel boulot.

Avec l'accord national interprofessionnel (ANI), signé par le MEDEF et des syndicats minoritaires, permettra aux entreprises d'augmenter le temps de travail ou de baisser les salaires à leur guise. Patronat et gouvernement vont généraliser la précarité à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses !

Nous ne sommes pas de la chair à patron !

La jeunesse est la « priorité du gouvernement » : c'est à elle qu'il s'en prend en premier pour faire baisser le « coût du travail ». Depuis le début de l'année, il a mis en place des contrats spécifiques pour elle, les « emplois d'avenir » et les « contrats de génération ». L'un de l'autre suivent la

même idée : l'État prend en charge une partie des salaires des jeunes, tandis que les boîtes ont plus de facilités pour les virer.

Dans cette lignée, Ayrault veut créer dans les zones urbaines sensibles des « emplois francs », exonérés de cotisations sociales (et tant pis pour l'avenir de la Sécu !) et un « contrat d'insertion » pour 100 000 jeunes non qualifiés de 18 à 25 ans, qui s'engageront à accepter n'importe quelle offre d'emploi pour toucher 450 euros de RSA !

Les réformes de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur se fixent pour but d'adapter les formations aux « bassins économiques locaux ». Les entreprises auront un pouvoir sur les politiques d'établissement dans les collèges, les lycées et les facs. Nos diplômés seront adaptés aux besoins précis d'une branche, d'un poste, voire d'une boîte. Si cette entreprise licencie ou n'embauche plus, les diplômés se retrouveront sans qualification reconnue dans le reste du monde du travail.

Rejetons toutes ces attaques !

Face aux licenciements, à la pauvreté et à des perspectives bouchées, il faut en finir avec le pouvoir d'une minorité de possédants qui cherche à nous faire payer sa crise et avec les gouvernements à sa botte.

Il faut réquisitionner les entreprises qui licencient, les mettre sous contrôle des salariés et de la population. Il faut transformer tous les emplois précaires en CDI à plein temps. Il faut une allocation d'autonomie pour l'ensemble des jeunes, financée par les cotisations sociales, qui leur permette de se former, de se loger, de faire leurs choix de vie sans dépendre de leurs familles ou d'un job au rabais. Seules ces mesures mettraient fin au racket de la classe possédante. Elles ne pourront être mises en place que dans le cadre d'un rapport de forces entre elle et celles et ceux d'en bas, par un gouvernement issu des luttes des classes populaires et contrôlé par elles.

Dès maintenant, dans nos bahuts, nos facs, nos boîtes, nos quartiers, luttons et unissons nos résistances contre le gouvernement !

